

temps d'imposer ses gains de capital, on dira: Prenons comme barème les prix du marché qui sont actuellement à la baisse.

Ces mêmes actions peuvent valoir aujourd'hui \$3. Or, si les prix augmentent en 1974 ou en 1975, ce qui est très probable, le ministre des Finances se trouvera aussi à percevoir des impôts sur une perte de l'ordre de \$2 l'action. Ainsi, à mon avis, la loi est injuste.

C'est pourquoi j'invite le ministre des Finances à repenser cette loi pour éviter les erreurs car, autrement, tous les citoyens qui ont investi leur argent dans les compagnies canadiennes l'investiront plutôt dans des compagnies américaines. Nous assisterons alors à une fuite de capitaux canadiens vers l'étranger, étant donné que notre économie canadienne est étouffée par le ministre des Finances, qui oublie d'écouter la voix de la logique, bref, celle des créditeurs.

Ceci dit, je voudrais surtout expliquer ce que les créditeurs proposent pour revigorer l'économie canadienne, qui s'en va au suicide, sans que les politiciens ne puissent donner un coup de barre définitif pour la ressusciter.

L'économie est atteinte du cancer de l'inflation, elle a besoin d'un nouveau cœur. Pourquoi ne ferait-on pas une greffe créditeur pour redonner la vie aux mourants?

Monsieur l'Orateur, ce que je veux définir ici, c'est d'abord le but de l'activité économique d'un pays, qui est essentiellement de satisfaire les besoins humains. Nous avons compris que sous le régime financier actuel, les hommes doivent vivre dans la misère et l'austérité, en dépit de l'abondance actuelle et virtuelle, qui pourrait permettre de satisfaire tous ces besoins humains.

Après avoir étudié le système monétaire actuel et ses conséquences, on constate que la principale cause du désordre tient principalement, sinon uniquement, à une insuffisance de la monnaie qui est entre les mains des consommateurs.

Pour confirmer les affirmations des tenants du Crédit social, rappelons ces lignes, dictées sur son lit de mort, par le grand financier international qu'était Vincent Cartwright Vickers, gouverneur de la Banque d'Angleterre en 1939, et je cite:

Avec l'aide de la nature, l'humanité est aujourd'hui capable de produire plus qu'elle ne saurait consommer, plus de nourriture que le genre humain n'en peut absorber, plus de vêtements qu'il n'en peut porter, plus de maisons qu'il n'en peut habiter.

Si les producteurs sont capables de produire davantage, si les navires, les chemins de fer et les autres moyens de transport attendent pour transporter les richesses et rendre les services qu'ils peuvent accorder, la faute doit se trouver chez le consommateur. Pourquoi celui-ci paralyse-t-il le commerce, l'in-

dustrie et le progrès du monde, et pourquoi empêche-t-il l'avènement d'une paix durable, en refusant délibérément toutes les bonnes choses que le monde met à sa disposition? La réponse est évidente. Le consommateur ne peut pas se permettre d'acheter davantage, car il n'a pas assez d'argent. A moins d'entretenir des préjugés, la seule conclusion qui s'impose, c'est que la santé, le bien-être de l'individu, le bonheur de la communauté et la paix du monde sont subordonnés surtout, sinon entièrement, au problème monétaire.

Parmi les sommes que les entreprises versent aux consommateurs, une partie seulement leur est distribuée, sous la forme de revenu, comme rémunération de leurs services. Le reste est versé à d'autres entreprises, en paiement de matières premières et d'outillage. Il en résulte que le pouvoir d'achat des particuliers ne leur permet pas d'acheter toute la production. Cette théorie a été critiquée, et non sans injustice. Les sommes payées aux autres entreprises, a-t-on fait remarquer, finissent par donner lieu à la distribution de revenus, puisque ces autres entreprises doivent elles-mêmes rémunérer les services des facteurs de production qu'elles emploient. Ceci est sans doute vrai, mais la totalité des paiements n'est réalisée qu'au bout d'un délai infiniment long. Il en résulte que le pouvoir d'achat distribué au cours de la production ne suffit jamais à acheter la totalité d'une production dont la valeur serait croissante. La thèse de Douglas serait donc valable sur le plan de la «dynamique».

«Il serait vrai de dire que le revenu national égale la somme de la production nationale», écrit Douglas, «si tous les gages, salaires et dividendes attachés à la production étaient utilisés au moment même où ils sont gagnés, afin d'acheter la production qui les a distribués». Mais tel n'est pas le cas et sur ce fossé entre la production et la distribution s'installe une masse de pouvoir d'achat à crédit qui n'apparaît jamais comme revenu.

Le problème qu'il faut résoudre consiste donc à ajuster le pouvoir d'achat global à la somme globale des prix de la production. Le Crédit social propose d'effectuer cet ajustement du pouvoir d'achat nécessaire à l'acquisition de toute la production et à la satisfaction des besoins des consommateurs dans la mesure permise par l'économie nationale, par la distribution d'un dividende national à tous et à chacun des citoyens et par l'ajustement périodique des prix au pouvoir d'achat existant, en vue de combattre l'inflation.

Un dividende national versé périodiquement à tous les citoyens et l'escompte compensé constituent les deux facettes du plan de distribution des richesses et des services que proposent les tenants du Crédit social.